
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CCV.

Du Vendredi 5 Février 1790.

P ARMI les suffrages qu'obtient des bons citoyens & des politiques éclairés, la nouvelle constitution de l'empire français, on a déjà distingué ceux de la société de la révolution d'Angleterre. C'est du sein de cette île célèbre que sont sortis les premières idées des constitutions politiques des états modernes. Les droits des hommes & les intérêts des nations n'ont été pendant long-temps discutés & défendus que sur les bords de la Tamise, dans les salles de Westminster on travailloit à circonscrire l'autorité absolue des rois, long-temps ayant qu'on eut imaginé même d'en discuter la nature & les bornes dans les autres empires; & Londres a vu la première se perfectionner les loix de la représentation politique & de la liberté individuelle; c'est d'un pareil peuple qu'il est flatteur d'obtenir l'approbation. Nous avons déjà annoncé la réponse de lord Stanhope à M. l'archevêque d'Aix, ancien président; on verra, que jamais circonstance pour la faire connoître n'a été plus favorable, que celle où le roi est venu donner une nouvelle marque de confiance aux représentans de la nation. Voici l'adresse de la société de la révolution d'Angleterre.

» Les membres de la société de la révolution d'Angleterre prient l'archevêque d'Aix de recevoir leurs plus sensibles remerciemens de la lettre qu'il a adressée au lord

Stanhope, leur président, & par laquelle il leur a fait part de l'arrêté de l'assemblée nationale de France.

» Ils n'ont jamais éprouvé de plus vive satisfaction que celle que leur a donnée sa lettre & sa mention pleine de bonté, dont l'assemblée nationale a pris plaisir à honorer leur adresse de félicitation.

» Ils ont ressenti particulièrement la justice que cet auguste assemblée leur a rendue, quand elle a reconnu dans leur adresse l'influence de ces principes de bienveillance universelle, qui doivent, dans tous les pays du monde, réunir les amis du bonheur public & de la liberté.

» Leurs cœurs sont pénétrés de ces principes, & ils ne desireront rien avec plus d'ardeur que de voir arriver le moment où ces principes dominans dans le cœur de tous les hommes, doivent éteindre l'envie & les haines nationales, exterminer de la surface de la terre l'oppression & la servitude, & faire disparaître les guerres, ces terribles erreurs des gouvernemens.

» Ils envisagent avec transport la perspective de ces temps fortunés qui s'ouvrent à leurs regards, & dont les décrets de l'assemblée nationale semblent donner un gage au genre humain.

La société de la révolution croit devoir ajouter dans cette circonstance, que parmi les plus importans bienfaits de la révolution de France, elle compte la leçon salutaire que la tendance de ces grands mouvemens doit donner à tous les rois.

» Les Français sont heureux d'avoir un roi si justement appelé le premier des citoyens, qui fait céder à leur desir, qui les encourage à reprendre leurs droits, & que leurs suffrages ont couronné par le titre de Restaurateur de la liberté française.

Ce titre l'élève au plus haut degré de gloire.

« Puissent les despotes du monde reconnoître leur erreur insensée ! Puissent son exemple leur apprendre qu'ils ne pourront jamais être plus grands, plus heureux, & plus puissans que lorsqu'abjurant le pouvoir despotique, ils se pla-

teront eux-mêmes, ainsi que les rois de France & d'Angleterre, à la tête de la constitution, d'un gouvernement libre & d'un peuple éclairé.

Après la lecture de cette adresse, de vifs applaudissemens se firent entendre; on en demanda l'impression, & elle fut accordée.

La séance ayant commencé par la lecture du procès-verbal, M. le président a annoncé qu'il avoit présenté à l'acceptation du roi les articles qui venoient d'être décrétés sur les municipalités, & à la sanction le décret concernant le nouveau tribunal à établir à Rennes, & que M. le garde-des-sceaux lui avoit dit que le roi avoit cassé, par un arrêt du conseil, la nomination de la grande doyenne du chapitre de Remiremont, faite en contravention aux décrets de l'assemblée.

L'ordre du jour étoit consacré à la division du royaume, & c'est M. Dupont de Nemours qui a rapporté la division des deux départemens du haut & bas-Maine. Les décrets qu'il a proposés au nom du comité, ont été décrétés en la forme suivante :

Décret du haut-Maine.

« L'assemblée nationale a décrété & décrète ;

1°. Le département du haut-Maine sera divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux seront la ville du Mans, de Saint-Calais, de Château-Duloir, de la Fleche, de Sablé, de Sillé-le-Guillaume, de Frenai-le-Vicomte, de Mamers & de la Ferté-Bernard.

2°. Elle se réserve de prendre en considération la supplication des députés du haut-Maine, relativement au nombre des tribunaux de justice, lorsqu'il en fera question.

3°. Les limites extérieures du département, & les limites intérieures du district & des cantons seront conformes à la carte signée & remise au comité de constitution, sauf les échanges amiables qui pourront avoir lieu dans la suite.

4°. Dans le cas où la paroisse & communauté d'Auvert-la-Hamone, profitant de la liberté qui lui a été donnée

par l'assemblée nationale, passeroit du bas Maine au district de Sallé, le département du haut Maine, cédera au département de Laval, la paroisse & communauté de *Saint-Pierre de Lacours*, & si celle-ci n'est pas suffisante, le département du haut Maine sera tenu de parfaire la compensation en population & contribution par l'abandon de quelque autre paroisse ou communauté située sur la frontière des deux départemens du Mans & de Laval, & ainsi qu'il sera amiablement réglé par les assemblées de ces deux départemens.

Décret du bas-Maine.

« L'assemblée nationale décrète d'après l'avis du comité de constitution :

Que le département de Laval sera divisé en sept districts qui seront.

» 1^o. Celui d'Ernée, 2^o. celui de Mayenne, 3^o. celui de Laffai dans lequel il pourra y avoir partage des établissemens publics entre Laffai & Villaines. L'option de ces établissemens réservée à Laffai ; 4^o. Celui de Sainte Suzanne, dans lequel encore il pourra y avoir partage des établissemens publics entre Sainte Suzanne & Evron, réservant à l'assemblée de département, sur le vœu de l'assemblée des électeurs du district, à déterminer dans laquelle de ces deux villes chaque établissement devra être fixé.

5^o. Celui de Laval.

6^o. Celui de Craon.

7^o. Celui de Château-Gantier.

« Que l'assemblée de département sera fixé à Laval, sauf à faire participer, s'il y a lieu, les villes de Mayenne, Laval & de Château-Gantier aux autres établissemens publics qui pourront être décrétés par l'assemblée nationale.

» Qu'il sera libre aux départemens d'Alençon & de Laval de faire l'échange nécessaire pour supprimer les embranchemens respectifs ; qu'il sera pareillement libre à la communauté d'Auvert la Hamone & à ses dépendances, de passer au département de haut Maine, à la charge par

le département du haut Maine de céder à celui de Laval la paroisse de Saint-Pierre de la Cour, de parfaire l'échange par l'abandon de quelqu'autre paroisse, qui jointe à celle de Saint - Pierre de la Cour, égale en population & en contribution celle d'Auvert la Hamone ; ce qui sera réglé à l'amiable entre les deux assemblées des deux départemens ».

M. Gossin a repris le cours de ses travaux en rapportant la division du département du Bigorre. « Plusieurs villes , a - t - il dit , réclament d'être chefs - lieux de districts La ville de Rabastans fait valoir sa situation sur plusieurs grandes routes, ses marchés, & l'établissement d'une justice royale; la ville de Saint-Séver invoque le titre de capitale du Rustaing, & la facilité de faire des établissemens publics dans un riche couvent de bénédictins établi dans cette ville.

Trie, siège d'une grande subdélégation & d'une justice; demande comme une indemnité l'établissement d'un district. Tournai soutient la même demande, d'après l'établissement d'une justice royale qu'elle a dans son sein, ses marchés & sa population. L'Anémefan, Campan, réclament aussi des districts; enfin, Castelnau dans Rivière-basse, fait la même demande; mais le comité a pensé que ces villes, étant placées dans les extrémités, & n'étant pas les plus considérables, devoient céder les établissemens des districts aux villes plus peuplées & plus centrales, telles que Bagnères, Lourde, Argèlès, Tarbe & Vie, sauf au département à juger, si Trie pouvoit avoir un sixième district, en réunissant des communautés voisines qui pourront s'annexer à l'avenir au département du Bigorre.

Ici le rapport a été interrompu par la lecture d'un billet écrit par le roi, au président de l'assemblée en ces termes:

« Je prévien monsieur le président de l'assemblée nationale, que je compte m'y rendre ce matin, vers midi, je souhaite y être sans cérémonie. *Signé, Louis.* »

De vifs applaudissemens, & des acclamations de *vive le roi*, ont été les premiers mouvemens de l'assemblée.

M. le président lui a demandé si elle autorisoit quelques-uns de ses membres à prendre la parole devant le roi. Son vœu a été que le président seul porteroit la parole, & qu'il seroit envoyé une députation pour recevoir sa majesté à la porte des tuileries.

Pendant qu'on faisoit quelques arrangemens dans la salle pour la réception du roi, la députation a été formée de 30 membres de l'assemblée, savoir, de MM. Chapelier, Fermont, la Poule, Gerard, Goui-d'Arcy, Guillaume, Latour-Maubourg, Bailli, de Marguerittes, d'Ailly, Guillon, Blacons, Jouiye des Roches, Barnave, de Montequiou, l'évêque de Rhodès, de Rastaing, Røederer, DomGerle, le cardinal de la Rochefoucaud, d'Egmond, l'abbé Siées, Reubell, de la Queille, la Fayette, de Curt, l'abbé de Prades, de Seran, Target.

Après que la députation a été partie, M. Gossin a repris le rapport du département de Bigorre.

« C'est une heureuse circonstance pour le département de Bigorre d'être décrété au moment où le roi vient favoriser nos travaux, & consolider les grandes réformes de l'état ».

Il a rapporté ensuite les demandes de districts formées par les villes de Castelnau & de Montbourguet, qui sont centrales dans le pays de Rivière-Basse, dont l'entière réunion n'est pas encore décidée. M. Gossin a terminé son rapport par un projet de décret.

M. Dupont a pris la parole, pour présenter le vœu de plusieurs communautés de Rivière-Basse d'être annexées au département de Tarbes.

» Les députés d'Armagnac, a-t-il dit, ayant exposé au comité de constitution que ces communautés desiroient demeurer au département d'Auch, j'eus la foiblesse de les croire : je pensois que je ne devois point attirer au département de Bigorre des communautés contre leur gré. Alors le Condomois n'étoit pas réuni à Auch ; j'ignorois que les envoyés de cette ville avoient publié que la Bigorre n'étoit point de département. Ces communautés détrompées ont

envoyé de nouvelles délibérations en faveur du Bigorre , dont elles sont plus voisines que d'Auch ».

M. Dupont a proposé pour amendement que les communautés de Rivière-Basse & autres communautés limitrophes seroient libres de se réunir au département d'Armagnac ou de Bigorre , selon qu'elles le trouveroient plus convenables.

M. Saenlex a opposé les limites convenues & signées sans condition entre lui & un député de Bigorre. Il a prétendu que ces communautés avoient exprimé le vœu d'appartenir au département d'Auch , & qu'il savoit par une lettre que les gardes nationales avoient chassé les accapareurs de délibérations. Il a demandé la question préalable sur l'amendement ; elle a été adoptée.

Le projet du comité ayant été mis aux voix , a été décrété ainsi :

Décret du Bigorre.

L'assemblée nationale décrète , d'après l'avis du comité de constitution ,

1°. Que le département du Bigorre , dont la ville de Tarbes est le chef-lieu , sera divisé en cinq districts ; savoir , ceux de Tarbes , de Vic , de la Montagne , de Bagnères & des quatre Vallées.

2°. Les chefs-lieux des districts sont Tarbes , Vic , Bagnères , Lourdes pour le tribunal de justice , & Argelez pour l'administration , & Labarthe de Nestes pour le siège de l'administration.

3°. L'assemblée des électeurs des quatre Vallées , tenue à Labarthe de Nestes , déterminera si le siège de la justice du district sera à Labarthe ou dans tout autre lieu.

4°. L'assemblée de département déterminera , à la première session , s'il est convenable de former un sixième district à Trie ou dans toute autre ville de département , sauf en faveur des villes de ce département qui n'ont pas de district , la répartition , s'il y a lieu , des établissemens qui seront déterminés par la constitution.

M. Gossin a terminé ses rapports par le département du bas-Berri, & l'avis du comité a été encore décrété.

L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département du bas-Berri est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Issoudun, Châteauroux, la Châtre Leblanc-Argenton & Châtillon-sur-Indre.

2°. Que les limites de ces districts seront incessamment arrêtées & déposées à votre comité de constitution.

3°. Que la première assemblée du département se tiendra à Châteauroux, & que les électeurs, lors de cette même assemblée, le fixeront définitivement, soit à Châteauroux, soit à Issoudun, à la pluralité des voix.

4°. Que le tribunal du district pourra être placé à Saint-Benoît, si les électeurs du département le jugent convenable.

5°. Que les limites du haut & du bas-Berri, sont, pour le haut-Berri, les paroisses de.....
Ici se trouve une longue nomenclature qui appartient au procès-verbal de l'assemblée.

Le Roi étant venu à l'assemblée, accompagné de ses ministres, a occupé la place du président qui s'est mis à sa droite; lorsque sa majesté a paru, les applaudissemens ont redoublés, & de vives acclamations ont plusieurs fois interrompu le discours touchant qu'elle a prononcé. L'émotion a été générale, & il suffira pour la partager, de lire ce discours que nous nous faisons un devoir de consigner ici en entier.

*Discours prononcé par le roi à l'assemblée nationale,
le 4 février 1790.*

M E S S I E U R S ,

La gravité des circonstances où se trouve la France, m'attire au milieu de vous. Le relâchement progressif de tous les liens de l'ordre & de la subordination, la suspension ou l'inactivité de la justice, les mécontentemens qui naissent des privations particulières, les oppositions, les

haines malheureuses qui sont la suite inévitable des longues dissensions, la situation critique des finances & les incertitudes sur la fortune publique ; enfin , l'agitation générale des esprits , tout semble se réunir pour entretenir l'inquiétude des véritables amis de la prospérité & du bonheur du royaume.

Un grand but se présente à vos regards , mais il faut y atteindre sans accroissement de trouble & sans nouvelles convulsions. C'étoit, je dois le dire, d'une manière plus douce & plus tranquille que j'espérois vous y conduire , lorsque je formai le dessein de vous rassembler & de réunir , pour la félicité publique , les lumières & les volontés des représentans de la nation , mais mon bonheur & ma gloire ne sont pas moins étroitement liés au succès de vos travaux.

Je les ai garantis , par une continuelle vigilance , de l'influence funeste que pouvoient avoir sur eux les circonstances malheureuses au milieu desquelles vous vous trouviez placés. Les horreurs de la disette que la France avoit à redouter l'année dernière , ont été éloignées par des soins multipliés & des approvisionnemens immenses. Le désordre que l'état ancien des finances , le discrédit , l'excessive rareté du numéraire & le dépérissement graduel des revenus devoient naturellement amener , ce désordre , au moins dans son éclat & dans ses excès , a été jusqu'à présent écarté. J'ai adouci par-tout , & principalement dans la capitale , les dangereuses conséquences du défaut de travail ; & nonobstant l'affaiblissement de tous les moyens d'autorité , j'ai maintenu le royaume , non pas , il s'en faut bien , dans le calme que j'eusse désiré , mais dans un état de tranquillité suffisant pour recevoir le bienfait d'une liberté sage & bien ordonnée ; enfin , malgré notre situation intérieure généralement connue , & malgré les orages politiques qui agitent d'autres nations , j'ai conservé la paix au dehors , & j'ai entretenu avec toutes les puissances de l'Europe les rapports d'égards & d'amitié qui peuvent rendre cette paix durable.

Après vous avoir ainsi préservé de grandes contrariétés qui pouvoient si aisément traverser vos soins & vos travaux, je crois le moment arrivé, où il importe à l'intérêt de l'état que je m'associe d'une manière encore plus expresse & plus manifeste à l'exécution & à la réussite de tout ce que vous avez concerté pour l'avantage de la France. Je ne puis saisir une plus grande occasion que celle où vous présentez à mon acceptation des décrets destinés à établir dans le royaume une organisation nouvelle, qui doit avoir une influence si importante & si propice sur le bonheur de mes sujets, & sur la prospérité de cet empire.

Vous savez, Messieurs, qu'il y a plus de dix ans, & dans le temps où le vœu de la nation ne s'étoit pas encore expliqué sur les assemblées provinciales, j'avois commencé à substituer ce genre d'administration à celui qu'une ancienne & longue habitude avoit consacré. L'expérience m'ayant fait connoître que je ne m'étois point trompé dans l'opinion que j'avois conçue de l'utilité de ces établissemens, j'ai cherché à faire jouir du même bienfait toutes les provinces de mon royaume; & pour assurer aux nouvelles administrations la confiance générale, j'ai voulu que les membres dont elles devoient être composées, fussent nommés librement par tous les citoyens. Vous avez amélioré nos vues de plusieurs manières, & la plus essentielle, sans doute, est cette subdivision égale & sagement motivée, qui, en affaiblissant les anciennes séparations de province à province, & en établissant un système général & complet d'équilibre, réunit d'avantage à un même esprit & à un même intérêt toutes les parties du royaume. Cette grande idée, ce salutaire dessein vous sont entièrement dus; il ne falloit pas moins qu'une réunion de volontés de la part des représentans de la nation; il ne falloit pas moins que leur juste ascendant sur l'opinion générale, pour entreprendre avec confiance un changement d'une si grande importance, & pour vaincre, au nom de la raison, les résistances de l'habitude & des intérêts particuliers.

Je favoriserai ; je seconderai par tous les moyens qui sont en mon pouvoir le succès de cette vaste organisation , d'où dépend à mes yeux le salut de la France ; & je crois nécessaire de le dire , je suis trop occupé de la situation intérieure de mon royaume , j'ai les yeux trop ouverts sur les dangers de toute espèce dont nous sommes environnés , pour ne pas sentir fortement que , dans la disposition présente des esprits , & en considérant l'état où se trouvent les affaires publiques , il faut qu'un nouvel ordre de choses s'établisse avec calme & avec tranquillité , ou que le royaume soit exposé à toutes les calamités de l'anarchie.

Que les vrais citoyens y réfléchissent , ainsi que je l'ai fait , en fixant uniquement leur attention sur le bien de l'état , & ils verront que , même avec des opinions différentes , un intérêt éminent doit les réunir tous aujourd'hui. Le temps reformera ce qui pourra rester de défectueux dans la collection des loix qui auront été l'ouvrage de cette assemblée ; mais toute entreprise qui tendroit à ébranler les principes de la constitution même , qui auroit pour but de les renverser , ou d'en affaiblir l'heureuse affluence , ne serviroient qu'à introduire au milieu de nous les maux effrayans de la discorde ; & en supposant le succès d'une semblable tentative contre mon peuple & moi , le résultat nous priveroit , sans remplacement , des divers biens dont un nouvel ordre de choses nous offre la perspective.

Livrons-nous donc de bonne foi aux espérances que nous pouvons concevoir , & ne songeons qu'à les réaliser par un accord unanime. Que par-tout on sache que le monarque & les représentans de la nation sont unis d'un même intérêt & d'un même vœu , afin que cette opinion , cette ferme croyance répandent dans les provinces un esprit de paix & de bonne volonté , & que tous les citoyens recommandables par leur honnêteté , tous ceux qui peuvent servir l'état , essentiellement par leur zèle & par leurs lumières , s'empressent de prendre part aux diffé-

rentes subdivisions de l'administration générale, dont l'enchaînement & l'ensemble doivent concourir efficacement au rétablissement de l'ordre & à la prospérité du royaume.

Nous ne devons point nous le dissimuler; il y a beaucoup à faire pour arriver à ce but. Une volonté suivie, un effort général & commun, sont absolument nécessaires pour obtenir un succès véritable. Continuez donc vos travaux, sans autre passion que celle du bien; fixez toujours votre première attention sur le sort du peuple & sur la liberté publique; mais occupez-vous aussi d'adoucir, de calmer toutes défiances, & mettez fin, le plutôt possible, aux différentes inquiétudes qui éloignent de la France un si grand nombre de ses citoyens, & dont l'effet contraste avec les loix de sûreté & de liberté que vous voulez établir. La prospérité ne reviendra qu'avec le contentement général. Nous appercevons par-tout des espérances; soyons impatiens de voir aussi par-tout le bonheur.

Un jour, j'aime à le croire, tous les Français indistinctement reconnoîtront l'avantage de l'entière suppression des différences d'ordre & d'état, lorsqu'il est question de travailler en commun au bien public, à cette prospérité de patrie qui intéresse également tous les citoyens, & chacun doit voir sans peine que, pour être appelé dorénavant à servir l'état de quelque manière, il il suffira de s'être rendu remarquable par ses talens ou par ses vertus.

En même temps néanmoins, tout ce qui rappelle à une nation l'ancienneté & la continuité des services d'une race honorée est une distinction que rien ne peut détruire & comme elle s'unit aux devoirs de la reconnaissance ceux qui, dans toutes les classes de la société, aspirent à servir efficacement leur patrie, ceux qui ont eu déjà le bonheur d'y réussir, ont un intérêt à respecter cette transmission de titres ou de souvenirs, le plus beau de tous les héritages qu'on puisse faire passer à ses enfans.

Le respect dû aux ministres de la religion, ne pourra non plus s'effacer; & lorsque leur considération sera prin-

ciipalement unie aux saintes vérités qui sont la sauve-garde de l'ordre & de la morale, tous les citoyens honnêtes & éclairés auront un égal intérêt à la maintenir & à la défendre.

Sans doute, ceux qui ont abandonné de grands privilèges pécuniaires, ceux qui ne formeront plus comme autrefois, un ordre politique dans l'état, se trouvent soumis à des sacrifices dont je connois toute l'importance ; mais j'en ai la persuasion ; ils auront assez de générosité pour chercher un dédommagement dans tous les avantages publics dont l'établissement des assemblées nationales présente l'espérance.

J'aurois bien aussi des pertes à compter, si, au milieu des plus grands intérêts de l'état, je m'arrêtois à des calculs personnels ; mais je trouve une compensation qui me suffit, une compensation pleine & entière dans l'accroissement du bonheur de la nation, & c'est du fond de mon cœur que j'exprime ici ce sentiment.

Je me défendrai donc, je maintiendrai la liberté constitutionnelle, dont le vœu général, d'accord avec le mien, a consacré les principes. Je ferai davantage, & de concert avec la reine, qui partage tous mes sentimens, je préparerai de bonne heure l'esprit & le cœur de mon fils au nouvel ordre de choses que les circonstances ont amené. Je l'habituerai dès ses premiers ans à être heureux du bonheur des François & à reconnoître toujours, malgré le langage des flatteurs, qu'une sage constitution le préservera des dangers de l'inexpérience, & qu'une juste liberté ajoute un nouveau prix aux sentimens d'amour & de fidélité, dont la nation, depuis tant de siècles, donne à ses rois des preuves si puissantes.

Je ne dois point le mettre en doute ; en achevant votre ouvrage, vous vous occuperez sûrement avec sagesse & avec candeur de l'affermissement du pouvoir exécutif, cette condition sans laquelle il ne sauroit exister aucun ordre durable au-dedans, ni aucune considération au-dehors. Nulle défiance ne peut raisonnablement vous rester ; ainsi il est de votre devoir, comme citoyens & comme fidèles représentans de

la nation ; d'assurer au bien de l'état & à la liberté publique cette stabilité qui ne peut dériver que d'une autorité active & tutélaire. Vous aurez sûrement présent à l'esprit que , sans une telle autorité , toutes les parties de votre système de constitution resteroient à la fois sans lien & sans correspondance ; & en vous occupant de la liberté que vous aimez & que j'aime aussi , vous ne perdrez pas de vue que le désordre en administration , en amenant la confusion des pouvoirs , dégénère souvent , par d'aveugles violences , dans la plus dangereuse & la plus alarmante de toutes les tyrannies.

Ainsi , non pas pour moi , Messieurs , qui ne compte point ce qui m'est personnel près des lois & des instructions qui doivent régler le destin de l'empire , mais pour le bonheur même de notre patrie , pour sa prospérité , pour sa puissance , je vous invite à vous affranchir de toutes les impressions du moment , qui pourroient vous détourner de considérer dans son ensemble ce qu'exige un royaume tel que la France , & par sa vaste étendue & par son immense population , & par ses relations inévitables au dehors.

Vous ne négligerez point non plus de fixer votre attention sur ce qu'exigent encore des législateurs , les mœurs , le caractère & les habitudes d'une nation devenue trop célèbre en Europe par la nature de son esprit & de son génie , pour qu'il puisse paroître indifférent d'entretenir ou d'altérer en elle les sentimens de douceur , de confiance & de bonté qui lui ont valu tant de renommée.

Donnez - lui l'exemple aussi de cet esprit de justice qui sert de sauve - garde à la propriété , à ce droit respecté de toutes les nations , qui n'est pas l'ouvrage du hasard , qui ne dérive point des privilèges d'opinion , mais qui se lie étroitement aux rapports les plus essentiels de l'ordre public & aux premières conditions de l'harmonie sociale.

Par quelle fatalité , lorsque le calme commençoit à renaître de nouvelles inquiétudes se sont - elles répandues dans les provinces ! par quelle fatalité s'y livre-t-on à de nouveaux excès ! Joignez-vous à moi pour les arrêter , &

empêchons de tous nos efforts que des violences criminelles ne viennent souiller ces jours où le bonheur de la nation se prépare. Vous qui pouvez influer par tant de moyens sur la confiance publique, éclairez sur ses véritables intérêts le peuple qu'on égare, ce bon peuple qui m'est si cher, & dont on m'assure que je suis aimé, quand on veut me consoler de mes peines. Ah ! s'il savoit à quel point je suis malheureux à la nouvelle d'un injuste attentat contre les fortunes, ou d'un acte de violence contre les personnes, peut-être il m'épargneroit cette douloureuse amertume,

Je ne puis vous entretenir des grands intérêts de l'état, sans vous presser de vous occuper, d'une manière instante & définitive, en tout ce qui tient au rétablissement de l'ordre dans les finances, & à la tranquillité de la multitude innombrable de citoyens qui sont unis par quelque lien à la fortune publique. Il est temps d'appaîser toutes les inquiétudes ; il est temps de rendre à ce royaume la force de crédit à laquelle il a droit de prétendre. Vous ne pouvez pas tout entreprendre à la fois : aussi je vous invite à réserver pour d'autres temps une partie des biens dont la réunion de vos lumières vous présente le tableau ; mais, quand vous aurez ajouté à ce que vous avez déjà fait, un plan sage & raisonnable pour l'exercice de la justice, quand vous aurez assuré les bases d'un équilibre parfait entre les revenus & les dépenses de l'état ; enfin, quand vous aurez achevé l'ouvrage de la constitution, vous aurez acquis de grands droits à la reconnaissance publique ; & , dans la continuation successive des assemblées nationales, continuation fondée dorénavant sur cette constitution même, il n'y aura plus qu'à ajouter d'année en année de nouveaux moyens de prospérité à tous ceux que vous avez déjà préparés. Puisse cette journée, où votre monarque vient s'unir à vous de la manière la plus franche & la plus intime, être une époque mémorable dans l'histoire de cet empire ! Elle le fera, je l'espère, si mes vœux ardents, si mes instantes exhortations peuvent être un signal de paix & de rapprochement entre vous. Que ceux qui s'éloigneroient encore d'un esprit de concorde devenu

si nécessaire , me fasse le sacrifice de tous les souvenirs qui les affligent , je les payerai par ma reconnoissance & mon affection. Ne professons tous , à compter de ce jour , ne professons tous , je vous en donne l'exemple , qu'une seule opinion , qu'un seul intérêt , qu'une seule volonté , l'attachement à la constitution nouvelle , & le desir ardent de la paix , du bonheur & de la prospérité de la France,

Réponse de M. le Président.

L'assemblée nationale voit avec la plus vive reconnoissance , mais sans étonnement , la conduite confiante & paternelle de votre majesté. Négligeant l'appareil & le faste du trône , vous avez senti , sire , que pour convaincre tous les esprits , pour entraîner tous les cœurs , il suffisoit de vous montrer dans la simplicité de vos vertus. Et lorsque votre majesté vient au milieu des représentans de la nation , contracter avec eux l'engagement d'aimer , de maintenir & de défendre la constitution & les loix , je ne risquerai pas , sire , d'affoiblir , en voulant les peindre , les témoignages de la gratitude , du respect & de l'amour que la France doit au patriotisme de son roi , mais j'en abandonne l'expression au sentiment sûr , qui , dans cette circonstance , fera bien lui seul inspirer les françois.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au cent-quatre-vingtième numéro , sont priés de renouveler , afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N°. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.